

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 08/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EIFFAGE GC Infra Linéaire Etablissement ROLAND

1563 avenue d'antibes
BP50119
45200 Montargis

Références : IC250538
Code AIOT : 0010013975

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement EIFFAGE GC Infra Linéaire Etablissement ROLAND implanté RD12 Lieu-dit La Marnière 28150 Éole-en-Beauce. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre de l'action départementale sur la qualité des remblais

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EIFFAGE GC Infra Linéaire Etablissement ROLAND
- RD12 Lieu-dit La Marnière 28150 Éole-en-Beauce
- Code AIOT : 0010013975
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de stockage de déchets inertes

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et annexe II	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
2	Contrôle à réception	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Demande d'action corrective	7 jours
3	Document d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
4	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	7 jours
5	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE	Arrêté Préfectoral du 02/06/2020, article 1.2.1	Demande d'action corrective	1 jour
6	Conditions d'admission des déchets	AP Complémentaire du 18/01/2021, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et annexe I
Thème(s) : Autre, Déclaration GEREP
Prescription contrôlée : <u>Article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008</u> I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après [...] <u>Annexe I</u> a) Établissements exerçant une des activités listées ci-dessous : - installations classées soumises à autorisation ou enregistrement, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; - pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ; - stations d'épuration urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO ₅ (100 000 équivalents habitants) ; - site d'extraction relevant du code minier. b) Établissements exerçant l'une des activités visées à l'annexe I du règlement n° 166/2006 susvisé dont les capacités sont supérieures aux seuils de ladite annexe
<u>Visite d'inspection du 31 juillet 2025</u> En date du 8 septembre 2025, l'exploitant n'a pas déclaré les informations requises par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 sur l'application (GEREP) mise en place par le ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche. <u>Constat : L'exploitant n'a pas procédé à la déclaration prescrite par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Lors de la prochaine campagne de déclaration GEREP, l'exploitant réalisera la déclaration mentionnée à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 mois

N° 2 : Contrôle à réception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle à réception
Prescription contrôlée : [...] Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
<u>Visite d'inspection du 31 juillet 2025</u> Sur place, l'inspection des installations classées constate la présence de caméras au niveau du pont-bascule afin d'effectuer un contrôle visuel des déchets entrants. Au niveau de la zone de remblaiement, l'agent en charge de l'accueil des camions indique à l'inspection qu'il réalise des

contrôles des déchargements. Cependant, aucune benne de tri n'est présente au niveau de cette zone.

Constat : Absence d'une benne de tri au niveau de la zone de remblaiement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant installera une benne de tri au niveau de la zone de remblaiement. Une photographie de l'installation de la benne susmentionnée sera transmise à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 3 : Document d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Document d'admission

Prescription contrôlée :

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Visite d'inspection du 31 juillet 2025

Par sondage, l'inspection des installations classées consulte deux documents d'acceptation préalable (DAP). Ces derniers présentent plusieurs incohérences :

DAP n°360-0000015621

- Absence d'identification du transporteur,
- Le document indique que la DAP est valable du 5 février 2025 au 4 février 2026. Or, le document indique que la date de la première livraison est le 3 février 2025,
- Le document indique que la durée des apports est de 4 ans. Pour rappel, la durée de validité des DAP est de 1 an au maximum,
- Les coordonnées du demandeur ne sont pas complètes.
- Le document ne comprend pas le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

DAP n°360-0000018172

- Absence d'identification du transporteur,
- Le document indique que la DAP est valable du 25 avril 2025 au 25 avril 2026. Or, le document indique que la durée des apports est de 15 jours (chantier de 1 920 tonnes),
- Le document ne comprend pas le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.154-8 du code de l'environnement,
- Le document indique que le demandeur (client) est la société SESI. Or, la société SESI n'a pas signé le document. En effet, c'est la société RECYCLEO qui a signé le document en tant que demandeur (client). Par conséquent, ce document n'est pas signé par les différents intermédiaires.

Constat : Les DAP consultées lors de la visite d'inspection ne comprennent pas les informations demandées par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. De plus, les documents susmentionnés présentent de nombreuses erreurs ou approximations. L'inspection des installations classées alerte l'exploitant sur la nécessité de révision de son modèle de DAP.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 7 jours

N° 4 : Règles d'exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation du site

Prescription contrôlée :

Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent.

Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.

Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

Visite d'inspection du 31 juillet 2025

Sur place, l'inspection des installations classées constate l'absence de la zone de contrôle des déchets. Par conséquent, aucune délimitation ni affichage particulier ne sont présents.

Constat : Absence d'une zone de contrôle des déchets aménagée pour permettre le contrôle après déversements des bennes qui les transportent.

L'exploitant sera vigilant quant à l'interdiction du déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive. En effet, le site n'ayant pas accueilli de déchets lors de la présence de l'inspection des installations classées sur place, ce point n'a pu être vérifié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 5 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2020, article 1.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE

Prescription contrôlée :

Les installations projetées relèvent du régime de l'enregistrement prévu à l'article L. 512-7 du Code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
2760-3	Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720	Installation de stockage de déchets inerte

Visite d'inspection du 31 juillet 2025

Sur place, l'inspection des installations classées constate la présence d'un stockage de déchets comprenant, notamment, les éléments suivants : terres, cailloux, plastiques, blocs de pierre, béton armé, etc. De nombreux déchets non-inertes sont observés au niveau de ce stockage.

Pour rappel, au sens de l'alinéa 4 de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement, un déchet inerte est un déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine.

Interrogé, l'employé en charge de la zone de remblais indique à l'inspection qu'il s'agit d'un "stock" utilisé pour réaliser des pistes lors d'épisodes pluvieux. Considérant que ces déchets ne sont jamais retirés, l'inspection considère qu'il s'agit de déchets ne devant pas être admis dans une installation de stockage de déchets inertes.

Constat : Des déchets non-inertes sont accueillis sur le site.

Les déchets susmentionnés devront être évacués et orientés dans la filière appropriée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées

un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 6 : Conditions d'admission des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'admission des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant aménage une aire de stockage temporaire des déchets en cours d'analyse, dont la mise en stockage définitif est conditionnée au retour de résultats d'analyse conformes. Cette aire est correctement délimitée et balisée pour cet usage.</p> <p>En cas d'écart à la déclaration d'acceptation préalable, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et le producteur des déchets avant de procéder à la régularisation de sa situation.</p>
<p><u>Visite d'inspection du 31 juillet 2025</u></p> <p>Sur place, l'inspection des installations classées consulte les résultats du contrôle effectué sur le chantier SESI/Ecosite de Vert-le-grand (DAP n°360 0000018172). Le rapport de contre-analyse, établi par la société AGROLAB en date du 11 juin 2025, indique que la concentration en antimoine est supérieure à la limite autorisée pour ce site (> 0.6 mg/kg de matière sèche).</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas été prévenue de cette non-conformité. Aucune aire de stockage temporaire n'est constatée par l'équipe d'inspection (absence de délimitation et de balisage).</p> <p>De plus, l'exploitant transmet un bon de rechargement correspondant à la reprise des terres susmentionnées pour 23,94 tonnes. Or, comme mentionné au point de contrôle n°3, la DAP indique un tonnage de 1 920 tonnes (≈ 1 200 m³). Par conséquent, 1 896 tonnes de déchets provenant du même chantier sont encore sur le site.</p> <p><u>Constat :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>L'inspection des installations classées n'a pas été prévenue d'un écart à la déclaration d'acceptation préalable n°360-0000018172</u> - <u>Absence d'aire de stockage temporaire des déchets en cours d'analyse. Aire non délimitée et non balisée.</u> <p><u>L'exploitant veillera à transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 7 jours, les éléments demandés ci-dessous</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'emplacement exact des déchets stocké pour le chantier SESI/Ecosite de Vert-le-grand, - Le tonnage exact des remblais réceptionnés dans le cadre du chantier SESI/Ecosite de Vert-le-grand, - L'ensemble des documents relatifs à ce chantier (rapports d'analyse, DAP, etc.),

- Un justificatif permettant de s'assurer que les terres réceptionnées et provenant du chantier susmentionné sont conformes aux prescriptions applicables à l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours